



Edition
Bénévoles

Catalogue des formations 2013

Unir les associations pour développer les solidarités



URIOPSS Pays de la Loire - 4, rue Arsène Leloup - BP 98501
44185 NANTES CEDEX 4 - Tél. 02.51.84.50.10 - Fax : 02.51.84.50.11

« Prévenir les risques psychosociaux dans le secteur médico-social »

Passez à l'action avec le guide méthodologique de la Mutuelle CHORUM



« Prévenir les risques psychosociaux dans le secteur médico-social »

Le travail médico-social repose en grande partie sur une relation de service, avec une **part émotionnelle forte**. Ainsi, la question de la violence des usagers, celle de l'usure des professionnels (l'ancienneté est importante, parfois 20 ou 30 ans sur le même poste, dans le même établissement, avec les mêmes usagers) sont de plus en plus prégnantes. Le contexte transforme la relation entre les salariés et leur établissement, relation à la fois plus exigeante et plus fragile.

L'objectif de ce guide est de donner, aux associations et établissements du secteur médico-social, les moyens de mettre en place une démarche de prévention des risques psychosociaux efficace, adaptée au secteur et au contexte, dans une réelle autonomie.



Commandez, gratuitement, le guide méthodologique et retrouvez l'ensemble des outils et services destinés aux professionnels du secteur médico-social sur :



<http://cides.chorum.fr>

Rubrique : Nos outils
Partie : Guides



prevention@chorum.fr



www.chorum.fr

Pourquoi choisir les formations de l'URIOPSS?

Edito

Votre implication en tant que bénévole donne sens à l'identité associative, signe d'une société citoyenne engagée et solidaire, votre contribution active est ontologique à la spécificité associative.

Que vous soyez administrateurs dirigeants ou bénévoles de terrain, votre action, combinée à celle des équipes salariées, constitue le cœur et le moteur de l'association.

Toutefois, la complexité du secteur non lucratif de solidarité croît : les cadres d'action, notamment législatifs, se complexifient ; votre responsabilité peut être parfois difficile à porter. Dans ce cadre, certains d'entre vous hésitent à s'investir de façon plus approfondie dans la vie des associations.

Pourtant, dans un contexte où l'existence même des associations se trouve menacée, la formation des bénévoles est un enjeu majeur pour l'avenir des associations.

Prenant acte de ces évolutions, l'URIOPSS a le plaisir de vous présenter, pour la première fois, ce catalogue de formation spécifique, dédié aux bénévoles dirigeants ou de terrain. Nous avons maintenu un catalogue "Edition générale", (cf. sommaire page 23) adressé à tous les établissements.

Ces formations vous donneront la possibilité :

- **d'améliorer votre connaissance du milieu associatif** : «Les associations : acteurs essentiels du secteur social et médico-social : des contraintes; un défi», «La répartition des pouvoirs au sein de l'association»,
- **de développer vos compétences dans des domaines précis** : «Recrutement du directeur», «Animer une équipe de bénévoles», «Optimiser les réunions CA et bureau», «Prise de parole en public»
- **de mieux appréhender le sens de votre action** : «Sensibilisation à la démarche éthique», «Garder sens et cap au cœur de nombreuses contraintes», «Le projet associatif : un enjeu majeur pour l'association», «Quel projet de coopération ?»

Cette offre de formation s'inscrit dans une stratégie plus globale que l'URIOPSS souhaite déployer à votre égard. En effet, au cours de l'année 2013, nous aurons le plaisir de vous communiquer la démarche de projet de création d'un institut d'accompagnement des bénévoles.

Nous espérons que ce catalogue sera une première étape qui permettra de renforcer notre action et votre engagement associatif auprès des plus fragiles.

Elie CHARRIER
Président



Anne POSTIC
Directrice régionale



SOMMAIRE

TRONC COMMUN

Prise de parole en public et structuration de discours	14-15 mars 2013	P. 8
Les associations : acteurs essentiels du secteur social et médico-social : des contraintes - un défi	19 mars 2013	P. 9
Animer une équipe de bénévoles	21-22 mars 2013	P. 10
Sensibilisation à la démarche éthique (2 sessions)	4 avril et/ou 14 nov. 2013	P. 11
Quel projet de coopération ? Des enjeux politiques et socio-économiques aux outils de la coopération	18 avril 2013	P. 12
Réussir le recrutement d'un directeur	14 mai 2013	P. 13
Garder sens et cap au coeur de nombreuses contraintes	3 octobre 2013	P. 14
La répartition des pouvoirs au sein de l'association	15 oct. (matin) & 22 oct. (matin) 2013	P. 15
Le projet associatif : un enjeu majeur pour l'association : définition, méthodologie	07 novembre 2013	P. 16
Optimiser les réunions d'un bureau ou d'un conseil d'administration	05 décembre 2013	P. 17

SECTEUR PERSONNES AGEES

Contexte et enjeux des institutions du secteur des personnes âgées	16 mai 2013 (matin)	P. 18
--	---------------------	-------

SECTEUR PERSONNES HANDICAPEES

Contexte et enjeux des institutions du secteur handicap	15 octobre 2013 (matin)	P. 19
---	-------------------------	-------

SECTEUR LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS

Les politiques de lutte contre les exclusions : outils - enjeux	7 février 2013	P. 20
La participation des personnes accueillies par les associations sur le secteur de la lutte contre les exclusions	14 février 2013	P. 21

SECTEUR ENFANCE

La réforme de la protection de l'enfance	14 novembre 2013	P. 22
--	------------------	-------

Sommaire Chronologique

DATES	INTITULES	RUBRIQUES	FORMATEURS	PAGE
7 février 2013	Les politiques de lutte contre les exclusions	Secteur Lutte contre les exclusions	Camille CHAMOIX	20
14 février 2013	La participation des personnes accueillies par les associations sur le secteur de la lutte contre l'exclusion	Secteur Lutte contre les exclusions	Camille CHAMOIX	21
14-15 mars 2013	Prise de parole en public, structuration de discours	Tronc commun	Alain BOSSARD	8
19 mars 2013	Les associations : acteurs essentiels du secteur social et médico-social : des contraintes - un défi	Tronc commun	Anne-Cécile FOURRAGE	9
21-22 mars 2013	Animer une équipe de bénévoles	Tronc commun	Alain BOSSARD	10
4 avril et/ou 14 nov 2013	Sensibilisation à la démarche éthique	Tronc commun	Jacques RENON	11
18 avril 2013	Quel projet de coopération ? Des enjeux politiques et socio-économiques aux outils de la coopération	Tronc commun	Florence MOULINIER & Cathy BELLEC	12
14 mai 2013	Réussir le recrutement d'un directeur	Tronc commun	Séverine SALAFIA	13
16 mai 2013 (matin)	Contexte et enjeux des institutions du secteur personnes âgées	Secteur personnes âgées	Anne-Cécile FOURRAGE	18
3 octobre 2013	Garder sens et cap au coeur de nombreuses contraintes	Tronc commun	Nathalie LE RENDU	14
15 oct. 2013 (matin)	Contexte et enjeux des institutions du secteur handicap	Secteur personnes handicapées	Anne-Cécile FOURRAGE	19
15 oct. (matin) & 22 oct. (matin) 2013	La répartition des pouvoirs au sein de l'association	Tronc commun	Cathy BELLEC & Florence MOULINIER	15
7 novembre 2013	Le projet associatif : un enjeu majeur pour l'association. Définition, méthodologie	Tronc commun	Cathy BELLEC	16
14 novembre 2013	La réforme de protection de l'enfance	Secteur Enfance	Amandine ROUFFIAT	22
5 décembre 2013	Optimiser les réunions ou d'un Bureau ou d'un CA	Tronc commun	Nathalie LE RENDU	17

INFOS PRATIQUES

Retrouvez nos catalogues « Edition Générale » et « Edition Bénévoles » en version électronique sur notre site :

www.uriopss-pdl.asso.fr
(rubriques Formations)

Vous trouverez en page 23 le sommaire du catalogue "Edition générale".

Demande d'informations : secretariat.dir@uriopss-pdl.asso.fr

Enregistré sous le n° 52440069144
Cet enregistrement ne vaut pas agrément de l'Etat

LES INTERVENANTS DE L'URIOPSS

Séverine SALAFIA

Titulaire d'un diplôme universitaire en ressources humaines et d'un master 2 en politiques sociales et de santé publique. Conseillère technique au sein de l'URIOPSS Pays de la Loire, ses domaines de compétences s'articulent autour des spécificités RH du secteur associatif.

Cathy BELLEC

Titulaire d'un master 2 Psychologie sociale « Evaluations et interventions psychologiques ». Possède une expérience de 11 ans dans le milieu associatif. Conseillère technique en stratégies associatives à l'URIOPSS Pays de la Loire, elle accompagne notamment des démarches d'amélioration continue de la qualité, des démarches d'élaboration de projet associatif et des démarches de coopération.

Florence MOULINIER

Titulaire d'une maîtrise en Droit des Affaires, mention droit social, conseillère technique URIOPSS Pays de la Loire, elle informe et conseille au quotidien les adhérents sur les questions de droit social et droit des associations et anime des formations sur ces thématiques.

Amandine ROUFFIAT

Titulaire d'un DEA de sociologie du droit, elle anime le secteur Petite Enfance – Enfance – Famille Jeunesse au sein de l'URIOPSS Pays de la Loire. Elle accompagne les adhérents de ces secteurs sur l'actualité, les enjeux et les questions techniques et juridiques. Amandine Rouffiat intervient également à l'Université d'Angers dans le cadre du Master Professionnel Interventions Sociales. Elle siège dans les commissions de sélections d'appels à projets.

Camille CHAMOUX

Titulaire d'un master Dynamiques et Actions Sociales Territoriales, mention Interventions Sociales, conseillère technique à l'URIOPSS sur le secteur de la Lutte contre la pauvreté et les exclusions, elle est chargée plus particulièrement des démarches de participation des usagers aux politiques publiques, et anime dans ce cadre des instances participatives réunissant des personnes accueillies, des associations et des administrations.

LES INTERVENANTS DE L'URIOPSS (suite)

Anne-Cécile FOURRAGE

Titulaire d'une maîtrise de Droit Privé et d'un Master en Ingénierie et Gestion des Interventions Sociales, elle anime le secteur Personnes âgées/ Personnes en situation de handicap/ Aide à domicile au sein de l'URIOPSS Pays de la Loire.

Elle propose à ses adhérents un soutien technique et un relais politique au sein des différentes instances du territoire.

Elle anime des commissions et groupes de travail nécessaires à l'information, à l'échange et à la mutualisation des pratiques entre adhérents.

Nathalie LE RENDU

Coach et formatrice en développement professionnel, elle intervient sur différentes thématiques telles que l'analyse des pratiques et la médiation.

Riche de son expérience, Nathalie Le Rendu a exercé comme magistrat durant 28 ans. Elle anime des formations au barreau de Nantes sur les relations professionnelles complexes.

Jacques RENON

Jacques RENON – administrateur de l'URIOPSS et du CEFRAS – est titulaire d'une maîtrise de droit public et du CAFDES de Rennes.

Il a été directeur général d'établissements sanitaires et sociaux pendant plus de 35 ans et est par ailleurs membre de la commission éthique d'un établissement sanitaire de court séjour et membre du conseil de perfectionnement du DU « Ethique de l'accompagnement social et médico-social » (UCO/URIOPSS).

Alain BOSSARD

Initialement détenteur d'un Certificat d'Aptitude Pédagogique, licencié en sciences de l'éducation et diplômé de l'Institut des Relations Publiques et de la Communication, il propose des prestations de conseil et de formation pour des institutions départementales, régionales ou nationales.

Ses domaines de compétences s'articulent autour de la compréhension des comportements des individus, de la gestion et management des groupes restreints.

PRISE DE PAROLE EN PUBLIC ET STRUCTURATION DE DISCOURS



MEMO

DUREE ET DATE(S) : 2 jours : 14-15 mars 2013

Tarif :
240€

ANIMATEUR : Alain BOSSARD

LIEU : NANTES

PUBLIC : Bénévoles / administrateurs - animateurs de réseau, responsables de projets

Contexte / Objectifs

Certains responsables associatifs, élus locaux, directeurs de structures, ont de temps à autre à parler devant un auditoire conséquent. Cette perspective peut s'avérer déstabilisante si elle est mal gérée, et est vécue par ces personnes comme un challenge risqué, où leur légitimité leur paraît potentiellement remise en cause.

L'amélioration de ces compétences peut redonner confiance en soi pour ces contextes, et permettre d'appréhender sereinement cet exercice.

- **Améliorer sa capacité à s'exprimer clairement devant un auditoire conséquent.**
- **Lutter contre le stress de la prise de parole en public.**
- **Clarifier sa pensée, puis son expression orale.**

Méthodes pédagogiques

- **Très participative**
- **Apports théoriques**
- **Cas pratiques : situations filmées**
- **Travaux de groupes**

Programme

1 - Éléments théoriques concernant la communication

- Le principe de la communication
- Faire passer un message.
- Les trois éléments du discours
- Les considérations linguistiques
- L'animation de la phrase

2 - Les obstacles à la communication

3 - Des recettes pour l'améliorer

- Un obstacle : le trac.
- Des attitudes favorisant une bonne expression orale.
- Positionnement, occupation de l'espace.

4 - La diction, la voix

- Placement de la voix, débit, ton, élocution, articulation, prononciation

5 - Structurer une intervention orale

LES ASSOCIATIONS, ACTEURS ESSENTIELS DU SECTEUR SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL : DES CONTRAINTES ; UN DEFI



MEMO

DUREE ET DATE(S) : 1 jour : 19 mars 2013

Tarif :
120 €

ANIMATEUR : Anne-Cécile FOURRAGE

LIEU : NANTES

PUBLIC : Bénévoles / Administrateurs

Contexte / Objectifs

- Proposer aux bénévoles et administrateurs un panorama de l'environnement législatif et réglementaire
- Mesurer les enjeux du secteur privé non lucratif dans le cadre des politiques sociales et médico-sociales

Méthodes pédagogiques

- Apports théoriques
- Support/ dossier du participant
- Echanges

Programme

1 - Des enjeux multiples

- Un environnement législatif et réglementaire en constante mutation : la transformation du paysage social et médico-social
 - Loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale
 - Un nouvel acteur du financement de la dépendance : la CNSA (Loi du 30 juin 2004)
 - Le Département, chef de file de l'action sociale (Loi du 13 Août 2004)
 - Loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et citoyenneté des personnes handicapées
 - Loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection de l'enfance
 - Chantiers de la refondation «le logement d'abord»

- Loi Hôpital Patient Santé Territoire du 21 Juillet 2009 :
 - . de nouveaux acteurs : les ARS, les DRJSCS
 - . un nouveau mode de régulation : la Procédure d'Appels à Projets
- Un encadrement très important du secteur social et médico-social
 - Qui paye ? qui décide ? qui contrôle ?
 - Le rôle des agences

2 - Des contraintes internes et externes

- Un impératif gestionnaire qui contraint la liberté d'organisation
 - Une contrainte budgétaire et la relation association/financeur
 - Un mode de gouvernance en souffrance
 - Un dialogue social déficient ?
- Un environnement cloisonné
 - Un monde concurrentiel (secteur public, lucratif)
 - Une technicité croissante exigée

3 - Les défis des associations du secteur privé non lucratif

- Un modèle associatif spécifique et solidaire
 - La coordination et la mutualisation des moyens
 - Le projet associatif porteur de valeurs

ANIMER UNE EQUIPE DE BENEVOLES



MEMO

DUREE ET DATE(S) : 2 jours : 21-22 mars 2013

ANIMATEUR : Alain BOSSARD

LIEU : NANTES

Tarif :

240€ (bénévoles)

520€ (salariés)

PUBLIC : Bénévoles / administrateurs -

Tout responsable d'associations faisant appel à des bénévoles

Contexte / Objectifs

Un bénévole n'est pas un salarié. Il répond à des motivations spécifiques.

Son fonctionnement dans le groupe doit être décrypté et analysé pour permettre au responsable d'équipe de bénévoles de valoriser leurs compétences propres.

- **Cerner les motivations des bénévoles et les leviers d'action en rapport.**
- **Comprendre les schémas de communication dans le groupe.**
- **Optimiser les potentialités.**

Programme

1 - Les motivations du bénévole

2 - Le pouvoir et la responsabilité

3 - L'animation d'une équipe de bénévoles : analyse de pratiques

4 - L'art de la délégation et du contrôle

5 - Les mécanismes qui altèrent la confiance, ceux qui l'impulsent.

Méthodes pédagogiques

- **Apports théoriques**
- **Analyse de pratique de situations**
- **Support**

SENSIBILISATION A LA DEMARCHE ETHIQUE



MEMO

DUREE ET DATE(S) : 1 jour :

**4 avril et/ou
14 novembre 2013**

Tarif :

120€ (bénévoles)

260€ (salariés)

ANIMATEUR : Jacques RENON

LIEU : NANTES et/ou ANGERS

PUBLIC : Dirigeants associatifs, bénévoles et tous professionnels de l'action sanitaire et social, soucieux de fonder sur des bases éthiques le sens et la pratique de leur responsabilité

INFOS : les personnes inscrites préparent leur participation en relevant des «cas de conscience» ou dilemmes auxquels elles ont été confrontées lors de certaines situations problématiques où le «bien» de l'autre est en question

Contexte / Objectifs

- Sensibiliser les participants à la démarche éthique

- L'éthique de la responsabilité :
 - un principe de confiance, une notion d'autorité comme service ; une possible subsidiarité, une reconnaissance de fiabilité.
- L'éthique de la discussion critique :
 - une démarche de résolution des dilemmes existentiels
 - un management par le ménagement.

Méthodes pédagogiques

- Apports conceptuels et théoriques
- Echanges à partir de situations rencontrées par les participants

2 - De l'éthique individuelle au professionnalisme éthique.

- Notion.
- Professionnalisme technique et professionnalisme éthique
- Ethique et pouvoir dans les organisations.
- L'éthique professionnelle et la construction symbolique du réel.

Programme

Avant propos sur le besoin contemporain d'éthique

1 - L'éthique : du principe à la démarche.

- Les notions d'éthique fondamentale:
 - définitions et finalité.
 - rapports avec le Droit, la Morale, les Spiritualités.
 - les composantes.
- L'éthique de convictions :
 - histoire et développement du concept de personne humaine en lien avec le principe d'humanité, la liberté et la dignité intrinsèque de tout Homme ; métaphore de l'arbre des valeurs.
- L'éthique de la sollicitude :
 - définition de Paul Ricoeur ; le respect de l'autre en situation de vulnérabilité ; la proximité comme valeur ; le prendre soin comme conduite

3 - Exemple de questionnement éthique récurrent « le travail bien fait : entre désirs et réalités »

- Résumé : l'éthique professionnelle : un processus, une démarche qui intègre :
 - une éthique de convictions attachée au principe d'humanité aujourd'hui menacé
 - une éthique de la sollicitude qui caractérise l'action sanitaire, sociale, humanitaire
 - une éthique de la responsabilité où la confiance et l'autorité génèrent fiabilité et subsidiarité;
 - une éthique de la discussion critique comme posture et outil privilégié de la démarche

QUEL PROJET DE COOPERATION ? DES ENJEUX POLITIQUES ET SOCIO-ECONOMIQUES AUX OUTILS DE LA COOPERATION

MEMO

DUREE ET DATE(S) : 1 jour : 18 avril 2013

Tarif :
120 € (bénévoles)
260 € (salariés)

ANIMATEUR : Florence MOULINIER &
Cathy BELLEC

PUBLIC : Administrateurs / Directeurs

LIEU : NANTES

Contexte / Objectifs

- **Positionner sa situation dans l'environnement et les besoins qui amènent à coopérer**
- **Connaître les formes juridiques de la coopération pour penser le mode de gouvernance partagé**
- **Donner les repères méthodologiques aux dirigeants associatifs pour amorcer un projet de coopération**

Méthodes pédagogiques

- **Méthode interactive sollicitant la participation des stagiaires et faisant appel à leur situation (intention ou projet de coopération).**
- **Les moyens pédagogiques, adaptés aux objectifs:**
 - font alterner repérages théoriques et/ou méthodologiques, études de cas, travaux de groupes, avec remise d'un support pédagogique et des modèles d'outils de suivi de démarche de structuration ;
 - et permettent ainsi une réflexion à la fois personnelle et collective, en prise avec les réalités professionnelles.

Programme

1 - Approche globale de la coopération

- Définition de la coopération
- Rappel du cadre réglementaire

2 - L'évolution de l'environnement : des facteurs incitant la coopération des acteurs sur les territoires

- Une volonté d'apporter une réponse globale aux besoins des personnes (la nécessité d'articuler l'action de différents acteurs pour apporter une réponse globale et cohérente aux besoins des personnes) ;
- Une complexification croissante des besoins de la population nécessitant la mobilisation de multiples acteurs ;
- Une complexification des normes applicables au secteur social et médico-social nécessitant la mobilisation de compétences multiples ;
- Des injonctions locales au rapprochement, à la coopération ou à la fusion ;
- La mutualisation et la mobilisation de nouvelles compétences.

3 - Les différents outils de coopération : avantages et inconvénients des différentes formules de coopération

- Les conventions de coopération ;
- Les groupements d'intérêt public ;
- Les groupements d'intérêt économique ;
- Les groupements de coopération sociale et médico-sociale
- Les groupements d'employeurs ;
- L'association d'acteurs ;
- La fusion.

4 - La nécessité de déterminer un projet de coopération

- La primauté d'un projet de coopération ;
- La volonté de travailler en commun ;
- La gouvernance du nouvel ensemble ;
- Les différentes étapes préalables ;
- Le financement des démarches de coopération.

REUSSIR LE RECRUTEMENT D'UN DIRECTEUR



INFOS

DUREE ET DATE(S) : 1 jour : 14 mai 2013

Tarif :
120 €

ANIMATEUR : Séverine SALAFIA

LIEU : NANTES

PUBLIC : Bénévoles / Administrateurs

Contexte / Objectifs

- Identifier toutes les étapes d'un recrutement
- Acquérir une connaissance et une maîtrise des outils de base pour conduire chacune de ces étapes
- Préparer et structurer l'entretien
- Utiliser efficacement les techniques d'entretien pour recueillir les informations nécessaires pour l'aide à la décision finale

Méthodes pédagogiques

- Apports théoriques et pratiques
- Remise d'un support
- Simulations
- Remise d'outils

Programme

1 - Préalables :

- L'entretien dans le processus de recrutement
- Les enjeux du recrutement
- Les points-clés de la législation

2 - La préparation et la structuration de l'entretien :

- Les différents types d'entretiens
- Présentation des différentes phases d'un entretien de recrutement et son déroulement
- Le recueil des données : les modes de questionnements pour « enquêter » et recueillir au mieux les informations nécessaires relatives à la formation du candidat, son expérience professionnelle, ses compétences, ses caractéristiques personnelles, ses motivations, sa vision de l'association et des missions qui lui seront confiées ...
- Vérification des comportements
- Constitution d'une grille d'entretien en fonction des profils des candidats

3 - Décider et choisir

- Analyser objectivement les entretiens menés
- Dégager les informations recueillies
- Faire une synthèse et décider

4 - Intégrer le candidat : les éléments clés pour réussir son intégration

GARDER SENS ET CAP AU CŒUR DE NOMBREUSES CONTRAINTES



MEMO

DUREE ET DATE(S) : 1 jour : 3 octobre 2013

Tarif :
120 €

ANIMATEUR : Nathalie LE RENDU

LIEU : NANTES

PUBLIC : Bénévoles / Administrateurs

Contexte / Objectifs

Les fonctions de direction deviennent de plus en plus complexes. Comment garder le cap au cœur de contraintes et injonctions toujours plus importantes et souvent contradictoires.

- **Savoir organiser son management et travailler sur son identité de manager, sur le sens de sa mission**
- **Trouver sa place de manager dans la complexité.**
- **Améliorer son organisation**

Méthodes pédagogiques

- **Apports conceptuels et théoriques**
- **Echanges d'expériences**
- **Mises en situation et exercices en petits groupes**

Programme

- 1 - Analyser avec d'autres dirigeants sur le sens et la vision de l'activité de son établissement**
- 2 - Identifier les aspects d'organisation du travail permettant un management cohérent au cœur de la complexité**
- 3 - Gestion de la complexité : « être ok dans le chaos ». La notion de chaos management**
 - Echanger et travailler sur l'aspect identitaire des fonctions de manager
 - Développer son autonomie, celle des autres et son autorité
 - Identifier des styles de management : anthropologie managériale et stades de développement des équipes

LA REPARTITION DES POUVOIRS AU SEIN DE L'ASSOCIATION



MEMO

DUREE ET DATE(S) : 2 demi-journées : 15 octobre (matin)
et 22 octobre 2013 (matin)

Tarif :
120 € (Administrateurs)

ANIMATEUR : Cathy BELLEC &
Florence MOULINIER **PUBLIC :** Administrateurs

LIEU : NANTES

Contexte / Objectifs

- Comprendre le fonctionnement d'une association
- Adapter ses statuts en fonction de son mode de gouvernance

Méthodes pédagogiques

- Apports théoriques
- Cas pratiques à partir d'expériences des participants
- Support / dossier du participant

Programme

1 - Présentation du socle de l'association

- Les membres de l'association
- L'Assemblée Générale

2 - Répartition des pouvoirs au sein de l'association

- Quel est le rôle des différents organes dirigeants :
composition, attributions
 - Le Conseil d'Administration
 - Le Bureau
- Quelle place pour les usagers et les salariés au sein de l'association ?

3 - Quelles ressources et quels moyens pour l'association ?

- Moyens humains
- Moyens financiers

LE PROJET ASSOCIATIF : UN ENJEU MAJEUR POUR L'ASSOCIATION - DEFINITION - METHODOLOGIE



MEMO

DUREE ET DATE(S) : 1 jour : 7 novembre 2013

Tarif :
120 €

ANIMATEUR : Cathy BELLEC

LIEU : NANTES

PUBLIC : Bénévoles / Administrateurs

Contexte / Objectifs

- Sensibiliser les acteurs de l'association à l'importance de la mise en place d'un projet associatif formalisé
- Donner des pistes de méthodologie pour l'élaboration de son projet

Méthodes pédagogiques

- Apports théoriques
- Apports méthodologiques
- Support formation / dossier du participant

Programme

1 - Un préalable : la « notion d'association »

- Définition d'une association
- La loi du 1er juillet 1901
- Le poids des associations
 - Tous secteurs confondus
 - Sur le secteur social et médico-social

2 - Le contexte général et politique : une période de remise en cause des associations

- Des évolutions qui interrogent
 - La conférence sur la vie associative
 - Le rapport Decool
 - Les réflexions européennes sur les services sociaux d'intérêt général (SSIG)
- Quelle place entre gestion et militance ?

3 - Le projet associatif : notions générales

- La notion de projet
- Des éléments de définition du projet associatif
- Les différents niveaux de projets

4 - Le projet associatif : pourquoi le construire, le formaliser et l'écrire ?

5 - La méthodologie proposée :

- La substance d'un projet associatif
- L'élaboration du projet : avec qui, comment, sur quelle période... ?
- Les démarches suivantes

6 - L'évaluation du projet

OPTIMISER LES REUNIONS D'UN BUREAU OU D'UN CONSEIL D'ADMINISTRATION



MEMO

DUREE ET DATE(S) : 1 jour : 5 décembre 2013

Tarif :
120 €

ANIMATEUR : Nathalie LE RENDU

LIEU : NANTES

PUBLIC : Bénévoles / Administrateurs

Contexte / Objectifs

Animer et diriger une association demande de la rigueur professionnelle mais aussi la capacité à donner sens et cohérence à la mission des bénévoles.

Relire le projet associatif et travailler des outils permet de réunir les intervenants de la structure et de rendre plus efficace leur action

- **Rendre plus aisées et efficaces les réunions de conseil d'administration et de bureau d'associations.**
- **Permettre la cohésion des équipes autour du projet associatif.**
- **Fixer le cadre de l'intervention de chacun, salariés et bénévoles pour une meilleure efficacité et un message clair et cohérent**
- **Renforcer la confiance entre les bénévoles**

Programme

- 1 - Relire le projet associatif, les valeurs de l'association**
- 2 - Utiliser les notions d'enveloppe culturelle minimale, de mise à plat des représentations.**
- 3 - Découvrir le circuit confiance**
- 4 - Connaître les stades de développement des équipes**
- 5 - Les outils pour optimiser les prises de décision du bureau: l'inclusion et la réunion déléguée**

Méthodes pédagogiques

- **Apports conceptuels**
- **Echanges d'expériences**
- **Mises en situation**
- **Exercices en petits groupes**

CONTEXTE ET ENJEUX DES INSTITUTIONS DU SECTEUR PERSONNES AGEES



MEMO

DUREE ET DATE(S) : 1 demi-journée : 16 mai 2013 (matin)

Tarif :
60 €

ANIMATEUR : Anne-Cécile FOURRAGE

LIEU : NANTES

PUBLIC : Bénévoles / Administrateurs

Contexte / Objectifs

- Proposer aux bénévoles et administrateurs un panorama de l'environnement institutionnel et sociétal du champ personnes âgées

Méthodes pédagogiques

- Apports théoriques
- Support/ dossier du participant
- Echanges

Programme

1 - Le champ personnes âgées : un public, des établissements et services

- Contexte démographique, enjeu sociétal
- Autonomie, dépendance, longévité : concepts
- Le parcours de la personne âgée : domicile, structures médico-sociales et sanitaires

2 - Un environnement législatif et réglementaire en constante mutation : la transformation du secteur

- Loi du 2 janvier 2002 de rénovation et modernisation sociale
 - Affiner et promouvoir les droits des bénéficiaires
 - Élargir les missions de l'action sociale et diversifier la « nomenclature » des établissements, services et interventions
 - Améliorer les procédures techniques de « pilotage » du dispositif
 - Instaurer une réelle coordination entre les divers protagonistes
 - Rénover le statut des établissements publics
- Un nouvel acteur du financement de la dépendance : la CNSA, loi du 30 juin 2004
- Le Département, chef de file de l'action sociale, loi du 13 Août 2004
- Loi HPST du 21 Juillet 2009 :
 - un nouvel acteur : les ARS,
 - un nouveau mode de régulation : la Procédure d'Appels à Projets

3 - Un encadrement très important du secteur social et médico-social

- Qui paye ? qui décide ? qui contrôle ?
- Le rôle des agences : ANESM, HAS, ANAP

CONTEXTE ET ENJEUX DES INSTITUTIONS DU SECTEUR HANDICAP



MEMO

DUREE ET DATE(S) : 1 demi-journée : 14 octobre 2013 (matin)

Tarif :
60 €

ANIMATEUR : Anne-Cécile FOURRAGE

LIEU : NANTES

PUBLIC : Bénévoles / Administrateurs

Contexte / Objectifs

- Proposer aux bénévoles et administrateurs un panorama de l'environnement institutionnel et sociétal du champ handicap

Méthodes pédagogiques

- Apports théoriques
- Support/ dossier du participant
- Echanges

Programme

1 - Le secteur du handicap : des publics, des établissements et services

- La personne en situation de handicap, qui est-elle ?
- Accessibilité, compensation : concepts
- Le parcours de la personne en situation de handicap : domicile, structures sociales, médico-sociales, formation, emploi, accès aux soins

2 - Un environnement législatif et réglementaire en constante mutation : la transformation du secteur

- Loi du 2 janvier 2002 de rénovation et modernisation sociale
 - Affiner et promouvoir les droits des bénéficiaires
 - Élargir les missions de l'action sociale et diversifier la « nomenclature » des établissements, services et interventions
 - Améliorer les procédures techniques de « pilotage » du dispositif
 - Instaurer une réelle coordination entre les divers protagonistes
 - Rénover le statut des établissements publics
- Un nouvel acteur du financement de la dépendance : la CNSA, loi du 30 juin 2004
- Le Département, chef de file de l'action sociale, loi du 13 Août 2004
- Loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et la création des MDPH
- Loi HPST du 21 Juillet 2009 :
 - un nouvel acteur : les ARS,
 - un nouveau mode de régulation : la Procédure d'Appels à Projets

3 - Un encadrement très important du secteur social et médico-social

- Qui paye ? qui décide ? qui contrôle ?
- Le rôle des agences : ANESM, HAS, ANAP

LES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS



MEMO

DUREE ET DATE(S) : 1 jour : 7 février 2013

Tarif :

120 € (administrateurs)
260 € (salariés)

ANIMATEUR : Camille CHAMOUX

LIEU : NANTES

PUBLIC : Tout salarié du secteur, administrateurs et bénévoles de terrain

Contexte / Objectifs

- Faire découvrir les différentes composantes du secteur de la Lutte contre les exclusions, son environnement
- Appréhender les grandes lignes des dispositifs actuels en matière de lutte contre les exclusions

Méthodes pédagogiques

- Apports théoriques
- Support / dossier du participant
- Echanges

Programme

Introduction : la notion de pauvreté – définition et éléments de contexte

1 - Les grandes étapes de la lutte contre l'exclusion en France

2 - Les acteurs de l'action sociale et leurs champs de compétence au niveau local et régional sur le secteur de la lutte contre les exclusions (qui fait quoi ? quelles sont leurs grandes missions ?) :

- Le département – chef de file de l'action sociale
- Les autres collectivités territoriales (conseil régional)
- L'état : la réforme générale des politiques publiques : quels impacts et quels enjeux ?
- Les communes et CCAS
- Les associations et institutions sociales et médico-sociales

3 - Focus sur quelques grands dispositifs du champ de la lutte contre les exclusions

- Le RSA – Revenu de Solidarité Active
- L'urgence sociale et l'hébergement d'urgence
- Le droit au logement opposable

LA PARTICIPATION DES PERSONNES ACCUEILLIES PAR LES ASSOCIATIONS SUR LE SECTEUR DE LA LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS



MEMO

DUREE ET DATE(S) : 1 jour : 14 février 2013

Tarif :

120 € (bénévoles)
260 € (salariés)

ANIMATEUR : Camille CHAMOUX

LIEU : NANTES

PUBLIC : Administrateurs / Directeurs / Chefs de service / Travailleurs sociaux

Contexte / Objectifs

- Comprendre les enjeux de la participation de la personne accueillie : Pourquoi certaines réticences ? Quels effets ?
- Identifier les préalables pour impulser une démarche de participation
- Découvrir certains exemples de démarches participatives

Méthodes pédagogiques

- Apports théoriques
- Apports méthodologiques
- Support de formation/dossier du participant
- Echanges d'expériences

Programme

1 - La participation : qu'est-ce que c'est ?

- La participation
 - D'un point de vue organisationnel
 - Le pouvoir dans la participation
 - Du point de vue de l'imaginaire
 - D'un point de vue technique
- Les « visages » de la participation
 - Une dérangeante participation
 - La participation comme émancipation

2 - La participation de qui ?

- L'évolution de la place accordée à l'utilisateur dans le travail social : du bénéficiaire à l'utilisateur au cœur des dispositifs

3 - La participation à quoi ?

- A l'organisation interne de la structure : cadre et outils de la loi 2002-2
- A l'élaboration des politiques publiques

LA REFORME DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE



MEMO

DUREE ET DATE(S) : 1 jour : 14 novembre 2013

Tarif :

120 € (administrateurs)
260 € (salariés)

ANIMATEUR : Amandine ROUFFIAT

LIEU : NANTES

PUBLIC : Tout public, administrateurs et bénévoles de terrain

Contexte / Objectifs

- Acquérir ou développer ses connaissances en matière législative et réglementaire spécifiques au secteur de la protection de l'enfance (loi du 5 mars 2007)
- Connaître l'organisation de la protection de l'enfance en France
- Identifier les enjeux actuels (coopération, appels à projet, place des associations, rôle des administrateurs)

Méthodes pédagogiques

- Apports théoriques
- Support / dossier du participant

Programme

1 - Une clarification de la mission de protection de l'enfance

- La notion de protection de l'enfance définie
- L'élargissement du public
- La primauté de la prévention
- La subsidiarité de la justice

2 - Vers une meilleure lisibilité pour les procédures de signalement

- La création de la cellule départementale de recueil, d'évaluation et de traitement des informations préoccupantes
- La consécration du partage de l'information
- Les règles de signalement modifiées
- L'observatoire départemental

3 - La diversification des réponses et les nouvelles modalités de prise en charge

- La reconnaissance des formules alternatives
- Les nouvelles mesures
- L'élaboration d'un projet pour l'enfant / d'un projet annuel

4 - Les droits du mineur et les droits des familles mieux reconnus

- L'intérêt de l'enfant comme critère de décision fondamentale
- Le maintien des liens du mineur avec les tiers
- L'audition du mineur en justice facilitée

Sommaire du catalogue général

(Catalogue complet sur notre site www.uriopss-pdl.asso.fr)

DATES	INTITULE	RUBRIQUES	FORMATEURS	PAGE
14 jan. 2013	Les indicateurs médico-sociaux économiques pour les ESMS	Tarification / Gestion / Comptabilité	Luc MAUDUIT	25
15 jan. 2013	Comprendre le mécanisme du plan pluriannuel de financement	Tarification / Gestion / Comptabilité	Luc MAUDUIT	26
29 jan. 2013	L'évaluation : une occasion pour renouveler ses pratiques de management	Pilotage et gouvernance associative	Thierry ROMBOUT	12
04 fév. 2013	Les « besoins spirituels » non religieux des personnes	Pratiques professionnelles	Gwenola RIMBAUT	49
07 fév. 2013	Les politiques de lutte contre les exclusions : outils et enjeux	Environnement et décideurs publics	Camille CHAMOUX	22
12 fév. 2013	Garder sens et cap au cœur de nombreuses contraintes	Management et animation des ressources humaines / Droit social	Nathalie LE RENDU	35
14 fév. 2013	La participation des personnes accueillies	Pilotage et gouvernance associative	Camille CHAMOUX	13
15 fév. 2013	Risques psychosociaux, pénibilité, TMS	Management et animation des ressources humaines / Droit social	Nathalie GAUVRIT	36
20 fév. 2013	Le compte administratif	Tarification / Gestion / Comptabilité	Luc MAUDUIT	27
11-25 mars-08 avr. 2013	Accompagnement en fin de vie et du deuil	Pratiques professionnelles	Véronique HENO	50
11-12 mars 2013	La réunion : véritable outil de management	Management et animation des ressources humaines / Droit social	Alain BOSSARD	37
12 mars 2013	Gérer le stress et prévenir l'usure professionnelle	Pratiques professionnelles	Olivier RABILLOUD	51
14-15 mars 2013	La démarche globale d'amélioration des conditions de travail	Management et animation des ressources humaines / Droit social	Nathalie GAUVRIT	38
18-19 mars 2013	La prise de parole en public – structuration de discours	Pratiques professionnelles	Alain BOSSARD	52
19 mars 2013	La responsabilité sociétale des associations	Pilotage et gouvernance associative	Jean-Luc POISSON	14
19 mar. 2013	Les appels à projet : enjeux et outils pour les associations	Environnement et décideurs publics	Amandine ROUFFIAT	23
21-22 mars 2013	Animer une équipe de bénévoles	Management et animation des ressources humaines / Droit social	Alain BOSSARD	39
21 mars 2013	Evaluer : mesurer les effets sur les usagers	Pilotage et gouvernance associative	Marie-Pierre ROMBOUT	15
28 mars 2013	Le pilotage social des restructurations	Management et animation des ressources humaines / Droit social	Catherine AUDIAS	40
29 mars 2013	Présider et animer le comité d'entreprise	Management et animation des ressources humaines / Droit social	Joël ROLLAND	41
29 mars 2013	Méthodologie de mise en œuvre de l'évaluation interne	Pilotage et gouvernance associative	Olivier RABILLOUD	16
4 avr.-14 nov. 2013	Sensibilisation à la démarche éthique	Pratiques professionnelles	Jacques RENON	53
11 avr. 2013	Comment gérer les absences ?	Management et animation des ressources humaines / Droit social	Florence MOULINIER	42
11 avr. 2013	S'approprier les recommandations de bonnes pratiques professionnelles de l'ANESM	Pilotage et gouvernance associative	Geoffroy d'AILLIERES	17
12 avr.-30 mai 2013	Kit document unique / risques psychosociaux : mode d'emploi	Management et animation des ressources humaines / Droit social	Nathalie GAUVRIT	43
15-16 avr. 2013	Améliorer et soigner l'accueil	Pratiques professionnelles	Isabelle ARIAUX	54
17-18 avr. 2013	L'analyse financière des ESMS	Tarification / Gestion / Comptabilité	Luc MAUDUIT	28
18 avr. 2013	Quel projet de coopération ? Des enjeux politiques et socio-économiques aux outils de la coopération	Pilotage et gouvernance associative	C.BELLEC et F.MOULINIER	18
14-30 mai-11 juin 2013	Le projet d'accompagnement personnalisé du résident en EHPAD	Pratiques professionnelles	Marie-Renée PROVOST-CARDOT	55
16-17 mai 2013	La relation soignant-soigné	Pratiques professionnelles	Isabelle ARIAUX	56
23 mai 2013	La convention collective de branche d'aide à domicile	Management et animation des ressources humaines / Droit social	Florence MOULINIER	44
5 juin 2013	Tableaux de bord et indicateurs dans le secteur SMS	Tarification / Gestion / Comptabilité	Luc MAUDUIT	29
6-7 juin 2013	Travailleurs sociaux : travailler au cœur de relations complexe	Pratiques professionnelles	Nathalie LE RENDU	57
19 juin 2013	La démarche budgétaire des ESMS	Tarification / Gestion / Comptabilité	Luc MAUDUIT	30
11 sept. 2013	Les sièges sociaux des ESMS	Tarification / Gestion / Comptabilité	Luc MAUDUIT	31
19-20 sept. 2013	Maladie d'Alzheimer et troubles apparentés	Pratiques professionnelles	Bruno LELOUTRE	58
26-27 sept. 2013	Mieux gérer son temps et ses priorités	Pratiques professionnelles	Isabelle ARIAUX	59
1er oct. 2013	Présider et animer le CHSCT	Management et animation des ressources humaines / Droit social	Joël ROLLAND	45
1-7-14 oct. 2013	Développer la bientraitance : une approche de la personne	Pratiques professionnelles	Véronique HENO	60
04 oct. 2013	Elaborer un plan de communication	Pilotage et gouvernance associative	Isabelle RUISSEAU	19
17-18 oct. 2013	Comprendre et appréhender le comportement agressif des personnes âgées	Pratiques professionnelles	Bruno LELOUTRE	61
22-23 oct. 2013	Communication en situation de crise	Pilotage et gouvernance associative	Raphaël de la CROIX	20
14-15 nov. 2013	Gérer les conflits, les dépasser, avancer	Management et animation des ressources humaines / Droit social	Nathalie LE RENDU	46
15 nov. 2013	CPOM et pluri annualité budgétaire	Tarification / Gestion / Comptabilité	Luc MAUDUIT	32
18-19-20-21 nov. 2013	Comprendre les comportements agressifs des personnes handicapées mentales et psychiques	Pratiques professionnelles	Pascale TAUPIN TROUILLET	62
27-28 nov. 2013	Les spécificités comptables des ESMS	Tarification / Gestion / Comptabilité	Luc MAUDUIT	33
12 déc. 2013	Politique de ressources humaines et implication des cadres	Management et animation des ressources humaines / Droit social	Catherine AUDIAS	47

Pour venir à l'URIOPSS

URIOPSS Pays de la Loire :

ADRESSE : 4, Rue Arsène Leloup – BP 98501
44185 NANTES CEDEX 4

CONTACT : Tél. 02.51.84.50.10
Fax. 02.51.84.50.11

WEB : e-mail : secretariat@uriopss-pdl.asso.fr
www.uriopss-pdl.asso.fr

Plan d'accès :

(Tramway : Ligne 1 - Beaujoire-François Mitterrand - Arrêt Chantiers Navals)



BULLETIN D'INSCRIPTION

Bulletin à photocopier
Conditions générales P.26



Intitulé du stage :

Dates : N° adhérent :

Nom de l'établissement :

Adresse :

Ville : Code Postal :

Téléphone : Fax :

E-mail :

Nom du directeur : Nom du DRH :

NOM et Prénom du (des) participant(s)	Fonctions	Coût	Règlement
			Bénévoles :
		x€ =€
			Salariés :
		x€ =€
			TOTAL :€

Nature de l'action de formation (Cochez la case correspondante) :

- Action d'adaptation au poste de travail ou liée à l'évolution ou au maintien dans l'emploi (sur votre temps de travail).
- Action de développement des compétences des salariés (Hors temps de travail).
- Action d'acquisition, d'entretien ou de perfectionnement des connaissances (pour les bénévoles).

A retourner à Noëlle BOIVIN

URIOPSS Pays de la Loire - 4, rue Arsène Leloup BP 98501 - 44185 NANTES CEDEX 4
Tél. 02 51 84 50 10 - Fax : 02 51 84 50 11 - Email : secretariat.dir@uriopss-pdl.asso.fr
www.uriopss-pdl.asso.fr

Date :
Signature et Cachet :

INSCRIPTION - CONVENTION - PAIEMENT - ANNULATION

Le coût pédagogique de la formation est indiqué par personne sur chacun des programmes. Le tarif "Bénévole" est de 120 € TTC par jour par personne (60 € par demi-journée).

Repas non compris

La demande d'inscription se fait par écrit à l'aide du bulletin d'inscription à nous adresser dûment complété.

Une convention indiquant toutes les informations utiles quant à l'organisation du stage sera adressée à chaque structure.

Le lieu de formation peut être modifié.

L'inscription sera définitive après le retour de cette convention signée.

Le règlement sera à effectuer à réception de la facture adressée par l'URIOPSS Pays de la Loire à l'issue de la formation.

Tout stage commencé est dû.

ANNULATION

Toute annulation doit nous parvenir par écrit au moins 7 jours avant le début du stage. En cas de non respect de ce délai, le montant intégral du stage est dû. En cas de force majeure (*maladie ou autre motif avec justificatifs*) un remboursement partiel pourra être envisagé.

Le déroulement effectif d'un stage est soumis à un nombre minimum de participants : l'URIOPSS se réserve le droit d'annuler ou reporter tout stage dont le nombre de participants serait insuffisant.

INFORMATION PREALABLE AUX STAGIAIRES

Avec l'envoi de la convention, et donc avant l'inscription définitive, sont envoyés à l'établissement, pour le stagiaire, la fiche de la formation avec le programme, les objectifs, les méthodes pédagogiques, les horaires et lieu, les titres et qualités du formateur, ainsi qu'un règlement intérieur pour les formations réalisées dans les locaux de l'URIOPSS Pays de la Loire.

EVALUATION ET ATTESTATION DE PRESENCE ET DE FORMATION

Un questionnaire de satisfaction de l'action de formation sera à remplir par le stagiaire et à remettre à l'intervenant en fin de formation.

Une attestation de présence et de formation, établie au vu de la feuille d'émargement signée par les participants et mentionnant les objectifs, la nature, la durée de l'action, sera adressée à l'employeur pour remise au stagiaire.

Une copie de cette attestation peut être adressée à l'OPCA avec votre dossier de demande de prise en charge comme justificatif de présence.



Le Gic vous aide à mieux
loger vos salariés

- Accès à la location de logements sociaux
- Prêts immobiliers pour acquérir un logement
- Aides pour faciliter le parcours résidentiel
(aides LOCA-PASS®, GRL® ...)
- ↳ un numéro unique : **0 810 55 10 25** (prix d'un appel local)
- Aides aux populations en difficulté (Droit de Cité Habitat)
- Service de proximité grâce à 12 agences régionales



UNIR LES ASSOCIATIONS

POUR DÉVELOPPER LES SOLIDARITÉS

L'**URIOPSS** des Pays de la Loire regroupe et soutient dans leur développement et leur fonctionnement les organismes sanitaires, sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif de la région.

En accompagnant et en représentant ses adhérents dans les instances politiques, nous souhaitons :

- Participer à la construction du lien social et à la lutte contre toutes les exclusions,
- Agir collectivement au bénéfice de la personne,
- Contribuer à l'élaboration des politiques publiques.

NOS VALEURS :

- La primauté de la personne,
- La solidarité et non lucrativité
- L'engagement bénévole
- Un mode de fonctionnement participatif

NOS MISSIONS :

- Unir et fédérer nos adhérents autour de valeurs communes
- Représenter nos adhérents auprès des instances institutionnelles et des pouvoirs publics
- Accompagner et conseiller les associations
- Informer les associations sur l'évolution des secteurs et des politiques sociales
- Former les acteurs de la solidarité
- Offrir un lieu d'expression publique et politique, animer un réseau et contribuer ainsi à l'élaboration des politiques sociales
- Promouvoir et défendre le modèle de l'économie sociale

Les organismes adhérant à l'URIOPSS agissent dans les domaines de l'enfance et de la famille, de l'insertion et de la lutte contre les exclusions, du sanitaire, du handicap et des personnes âgées.

Retrouvez-nous sur notre site internet :
<http://www.uriopss-pdl.asso.fr>

URIOPSS DES PAYS DE LA LOIRE
4, rue Arsène Leloup — BP 98501 — 44185 NANTES CEDEX 4
Tel : 02.51.84.50.10 — Fax : 02.51.84.50.11 — Courriel : secretariat@uriopss-pdl.asso.fr